

FMI 74

CONFERENCE FINANCIERE INTERNATIONALE
INTERNATIONAL FINANCIAL CONFERENCE

A 295

RAPPORT DU
COMITE CONSULTATIF

REPORT OF THE
ADVISORY COMMITTEE

IMPRIME POUR LA SOCIETE DES NATIONS
PRINTED FOR THE LEAGUE OF NATIONS
HARRISON & SONS LTD. ST. MARTIN'S LANE
LONDON W.C.2

SERVA

LONDRES, le 10 juillet 1920.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

En ma qualité de Président du Comité Consultatif constitué par le Secrétaire Général de la Société des Nations, j'ai l'honneur, au nom du Comité, de vous présenter, le rapport ci-joint.

Le Comité Consultatif est constitué comme suit :—

M. JEAN MONNET (*Président*).
M. AVENOL (France).
M. BENEDEUCE (Italie).
M. R. H. BRAND (Grande-Bretagne).
M. DUDLEY WARD (Grande-Bretagne).
M. JOSÉ GONZALES (Espagne).
M. W. T. LAYTON (*Directeur du Secrétariat de la Conférence*).
M. TER MEULEN (Hollande).

Veillez agréer,

Monsieur le Président,
l'assurance de ma haute considération,

(Signé) JEAN MONNET

MONSIEUR GUSTAVE ADOR

Ancien président de la Confédération helvétique,
Président de la Conférence Financière Internationale.

ROY'S

LONDON,

July 10th, 1920.

YOUR EXCELLENCY,

As Chairman of the Advisory Committee appointed by the Secretary-General of the League of Nations, I have the honour to submit, in the name of the Committee, the following report to Your Excellency.

The constitution of the Advisory Committee is as follows:—

- M. JEAN MONNET (*Chairman*).
- M. AVENOL (France).
- SIGNOR BENEDEUCE (Italy).
- THE HON. R. H. BRAND (Great Britain).
- MR. DUDLEY WARD (Great Britain).
- M. JOSÉ GONZALES (Spain).
- MR. W. T. LAYTON (*Director of the Secretariat of the Conference*).
- M. TER MEULEN (Holland).

I beg to remain,

Your Excellency's Obedient Servant,

(Signed) JEAN MONNET.

To His Excellency,

M. Gustave Ador,

Ex-President of the Swiss Republic,

President of the International Financial Conference.

RAPPORT PRÉSENTÉ AU PRÉSIDENT DE LA CONFÉRENCE
FINANCIÈRE INTERNATIONALE DE BRUXELLES PAR LE
COMITÉ CONSULTATIF CONSTITUÉ PAR LE SECRÉTAIRE
GÉNÉRAL DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS.

I.—Invitations à prendre part à la Conférence.

Des invitations rédigées suivant le modèle ci-joint (annexe I) ont été adressées, le 15 avril, à 24 Etats Membres de la Société des Nations, ainsi qu'à la Roumanie et au Portugal, qui sont devenus, depuis lors, Membres de la Société. En même temps on a invité le Gouvernement des Etats-Unis à prendre part aux travaux de la Conférence. On a demandé aux autres Membres de la Société non invités, de bien vouloir fournir des renseignements sur leur situation financière.

Depuis, trois autres Etats faisant partie de la Société, la Chine, le Guatemala et le Pérou, ont été invités à prendre part aux travaux de la Conférence. En outre, les Gouvernements du Luxembourg, de la Finlande, de l'Esthonie, de la Lettonie et de la Lithuanie ont été priés d'envoyer des délégués à Bruxelles, pour prendre part à la discussion lorsque des questions les concernant seront examinées par la Conférence. D'autre part, le Chili et l'Afrique du Sud sont dans l'impossibilité de participer à la Conférence.

M. Léon Bourgeois a été chargé par le Conseil, de régler la question de l'invitation à adresser à l'Allemagne et à ses anciens Alliés. On s'est pleinement rendu compte que l'on ne pouvait procéder à un examen complet de la situation financière générale sans tenir compte de l'état actuel de l'Allemagne.

Il est impossible, également, d'entreprendre une étude approfondie de l'état actuel de l'Allemagne sans la présence de délégués allemands, bien que la situation de l'Allemagne soit, dans une grande mesure, soumise au contrôle de la Commission des Réparations. D'autre part, les Puissances de l'Entente étaient naturellement opposées à ce que la Conférence pût servir de tribunal destiné à reviser le Traité de Versailles. M. Bourgeois, au nom de la Société, s'est donc efforcé d'obtenir des Membres du Conseil Suprême Interallié la fixation en principe du montant de l'indemnité allemande, avant la réunion de la Conférence de Bruxelles. Ces négociations ont abouti à la convocation d'une conférence entre les Alliés et les Allemands à Spa. M. Bourgeois a demandé au Conseil Suprême de bien vouloir lui notifier aussitôt que possible, les conditions adoptées en principe pour la fixation de l'indemnité, afin qu'une invitation à assister à la Conférence de Bruxelles puisse être envoyée aux Allemands.

La Conférence sera composée comme suit :—

I.—ETATS PARTICIPANT À LA CONFÉRENCE.

Allemagne.	*Guatemala.
*Argentine.	*Hollande.
*Australie.	Hongrie
Autriche.	*Inde.
*Belgique.	*Italie.
*Brésil.	*Japon.
Bulgarie	*Norvège.
*Canada.	*Nouvelle-Zélande.
*Chine	*Pérou.
*Danemark.	*Pologne.
*Espagne.	*Portugal.
*Etat Serb-Croat-Slovène.	*Roumanie.
Etats-Unis	*Royaume-Uni.
*France.	*Suède.
*Grèce.	*Suisse.
	*Tchéco-Slovaquie.

* Etats faisant partie de la Société.

REPORT TO THE PRESIDENT OF THE BRUSSELS INTERNATIONAL FINANCIAL CONFERENCE BY THE ADVISORY COMMITTEE APPOINTED BY THE SECRETARY-GENERAL OF THE LEAGUE OF NATIONS.

I.—Invitations to the Conference :

Invitations in the attached form (*see* Appendix I) were issued on April 15th to 24 States, members of the League, and to Roumania and Portugal, who have since become members of the League. At the same time, an invitation was issued to the United States Government to become associated with the work of the Conference. The other members of the League not invited were requested to send information on their financial position. Three additional members of the League—China, Guatemala and Peru—were subsequently invited, while the Governments of Luxemburg, Finland, Esthonia, Latvia, and Lithuania were invited to send delegates to Brussels, who would be invited to take part in the discussion when matters concerning their countries were before the Conference. Chili and South Africa are unable to participate in the Conference.

The question of the invitation to Germany and her late Allies has been dealt with by M. Bourgeois on behalf of the Council. It has throughout been recognised that the financial situation could not adequately be discussed without dealing with the situation of Germany, and further that the German situation in its broadest aspects (in spite of the fact that her situation is to a very large extent controlled by the Reparation Commission) could not be fully examined without the presence of German delegates. On the other hand, the Entente Powers were naturally unwilling to permit the Conference to be used as a Tribunal for a reconsideration of the Treaty of Versailles. Therefore, M. Bourgeois, on behalf of the League, has used every endeavour to impress upon the members of the Interallied Supreme Council the importance of a determination in principle of the German indemnity before the Brussels Conference meets. These negotiations concluded in the arrangements for a meeting between the Allies and the Germans at Spa, and in connection with this meeting M. Bourgeois has requested the Supreme Council to give him an early notification of the settlement of the principles of the indemnity in order that the necessary invitation may be issued to the Germans to attend the Conference at Brussels.

The composition of the Conference will therefore be as follows :—

I.—STATES PARTICIPATING IN THE CONFERENCE.

*Argentine.	Hungary.
*Australia.	*India.
Austria.	*Italy.
*Belgium.	*Japan.
*Brazil.	*New Zealand.
Bulgaria.	*Norway.
*Canada.	*Peru.
*China.	*Poland.
*Czecho-Slovakia.	*Portugal.
*Denmark.	*Roumania.
*France.	*Serb-Croat-Slovene State.
Germany.	*Spain.
*Greece.	*Sweden.
*Guatemala.	*Switzerland.
*Holland.	*United Kingdom.

United States of America.

* Members of the League.

2.—ETATS INVITÉS A ENVOYER DES DÉLÉGUÉS A BRUXELLES
POUR SUIVRE LES DÉBATS.

Finlande.
Luxembourg.
Esthonie.

Lettonie.
Lithuanie.

Les noms des délégués et des experts nommés par les différents pays ont été publiés par la presse au fur et à mesure de leur désignation.

II.—Renseignements sur la situation financière :

Afin de recueillir des renseignements pouvant servir de base à la discussion, les invitations étaient accompagnées d'un questionnaire ; (annexe 2).

Ce questionnaire a été rédigé alors qu'on croyait que la Conférence se réunirait dans les premiers jours de Mai et, en conséquence, le nombre des questions posées avait été réduit au strict nécessaire.

Étant donné qu'il est très difficile d'établir des comparaisons sur la situation des différents pays dont les statistiques se font d'une manière différente, il aurait fallu, pour posséder les éléments d'un tableau d'ensemble des conditions économiques et financières, envoyer aux différents Etats un questionnaire très détaillé avec des explications supplémentaires précisant le sens exact des termes employés. Des explications de ce genre sont particulièrement nécessaires en ce qui concerne les statistiques des finances publiques. Par suite de l'ajournement de la Conférence, un questionnaire supplémentaire (voir annexe 2) a pu être expédié en juin. Un très petit nombre de Gouvernements y ont répondu. S'il résulte des débats de la Conférence, comme il est probable, qu'il y a un très grand intérêt à posséder un tableau comparatif aussi complet que possible de la situation financière et économique du monde, il sera nécessaire que la Conférence elle-même apprécie la base sur laquelle on devra établir systématiquement la documentation. En attendant, les renseignements statistiques qui seront soumis, avec d'autres documents, à l'examen des délégués, tout en permettant un certain nombre de comparaisons, démontrent surtout l'insuffisance des statistiques existantes. On trouvera ci-joint la liste des documents statistiques et autres, communiquée aux délégués pour leur information ; (annexe 3).

Les deux premiers de ces documents n'ont pas besoin de commentaire. Les Nos. 3, 4, et 5 exposent les résultats fournis par les réponses aux questionnaires, ainsi que les autres éléments de comparaison qu'on a pu se procurer sur ces questions.

Les Nos. 6, 8, et 9 effleurent les trois questions économiques fondamentales. On n'estimait pas que l'objet de la Conférence exigeât, dans l'état actuel des choses, une enquête spéciale dans ce sens. Les questions des denrées, des matières premières et des transports, ne sauraient être séparées de la question financière en général. Mais ce sont les développements mêmes de la Conférence qui indiqueront dans quelle mesure l'étude de ces questions devra être poursuivie.

Les Nos 10 et 11 renferment des renseignements relatifs aux différentes mesures qui ont été prises pour venir en aide à l'Europe, pour faciliter le développement des exportations dans les principaux pays exportateurs et pour régler le trafic des changes dans les pays dont la situation monétaire est défavorable.

Les renseignements donnés dans tous ces documents seront, on l'espère, complétés par ceux que fourniront les délégations à Bruxelles. Dans le document No. 12, se trouvent des indications sur un certain nombre de projets applicables aux divers problèmes soulevés par la question financière. Parmi ces projets, celui présenté par M. Delacroix est le seul qui ait été adressé officiellement au Secrétariat par une délégation, et, par conséquent, il doit être classé à part. Les autres projets ont été réligés, en résumant et reproduisant, pour la commodité des délégués les différents renseignements obtenus. Dans presque tous les cas, les propositions ont été recueillies dans des documents déjà publiés. Elles sont loin d'être complètes et, afin de les compléter, on a examiné

2.—STATES INVITED TO HAVE DELEGATES IN ATTENDANCE AT BRUSSELS.

Finland.	Esthonia.
Luxemburg.	Latvia.
	Lithuania.

The names of the delegates and experts appointed by the various countries have been published from time to time in the press.

II.—Information on the Financial Situation :

In order that information which might form the basis of discussion should be available, the invitations were accompanied by a Questionnaire, a copy of which is given in Appendix II. This Questionnaire was drafted on the assumption that the Conference would be held early in May, and the questions were therefore limited to the utmost possible extent.

In view of the notorious difficulty in preparing comparative statements dealing with various countries of which the statistics are all compiled on different bases, a thoroughly comprehensive survey of financial and economic conditions would of course have called for a very detailed Questionnaire with full instructions as to the precise meaning of the terms used, &c. Such definitions are particularly called for in the case of statistics of public finance and in view of the continued postponement of the Conference the supplementary Questionnaire quoted in Appendix II was issued in June. Very few replies have been received to this request, but if the proceedings of the Conference indicate (as is probable) the desirability of obtaining the fullest possible comparative picture of the financial and economic condition of the world, the ascertainment of facts will have to be pursued systematically on some plan to be decided by the Conference. In the meantime, the statistical summaries which are presented with other documents for the consideration of the delegates, while affording a certain number of comparisons, mainly serve to show the inadequacy of existing statistics. A list of statistical and other documents circulated for the information of the delegates is added in Appendix III.

The first two of these documents call for no comment. Nos. 3, 4 and 5 embody the results obtained from the Questionnaire, together with such other comparative material on these subjects as is available.

Nos. 6, 8 and 9 deal lightly with three fundamental economic conditions. It was not considered that the Conference was called upon to make special inquiry on these lines at the present stage. Questions of food, raw materials and transport cannot be divorced from the general financial situation, but the development of the Conference itself will indicate how far examination of these topics should be pursued.

Nos. 10 and 11 are historical records of various steps taken to provide relief to Europe, to assist the development of exports on the part of important exporting countries or to control dealings in exchange in the case of countries whose currency is in serious difficulty.

In all these pamphlets the material now circulated will, it is hoped, be completed by information to be supplied by the Delegations in Brussels.

Document No. 12 gives information about a number of schemes for dealing with various aspects of the financial problem. Of these proposals, that put forward by M. Delacroix is the only one officially received from a Delegation by the Secretariat, and, therefore, stands in a class by itself. The remainder of the proposals have been summarised or reproduced for the convenience of Delegates from such material as was available. In almost all cases the suggestions are from published sources. They are in no sense complete and, in order to supplement the proposals given, a slight

pour le Secrétariat, sans les approfondir, les divers projets qui font l'objet d'articles quotidiens dans les publications françaises et allemandes.

Sur les autres documents, aucune explication particulière n'est nécessaire.

III.—*Nomination d'experts économistes.*

Dès le début, il est apparu qu'on ne pourrait pas utiliser les moyens d'information existants dans une proportion suffisante, ou à une date assez rapprochée, pour être en mesure de soumettre à la Conférence une appréciation d'ensemble de la situation. Il n'a pas semblé non plus désirable que le Comité fournisse en son nom un commentaire sur les différents projets susceptibles d'être présentés à la Conférence. D'autre part, le Comité a estimé que les différentes délégations viendraient peut-être à la Conférence surtout afin de présenter leur point de vue national plutôt que le point de vue mondial.

En conséquence, on a jugé opportun d'inviter deux ou trois économistes ayant une réputation internationale à exprimer leur opinion sur la situation en se fondant sur leur connaissance générale et les renseignements que l'on pouvait mettre à leur disposition. A cet effet, des invitations ont été adressées au Professeur Bruins, de Hollande ; au Professeur Cassel, de Suède ; au Professeur Gide, de France ; au Professeur Pantaleoni, d'Italie, et au Professeur Pigou, de Grande-Bretagne. On n'a pas réussi à obtenir la participation d'un économiste américain, à cause du peu de temps dont on disposait. On confia à ces experts un mandat aussi étendu que possible.

On a demandé tout d'abord à ces économistes de résumer la situation, mais il est impossible de faire l'analyse autorisée d'une situation sans indiquer les causes et leur remède. L'importance des conclusions de ces experts, conclusions reproduites dans le document No. 13, repose entièrement sur leur autorité personnelle.

IV.—*Ordre du jour de la Conférence.*

Le travail de la Conférence se divise en trois parties :

- (1) Obtenir un tableau aussi complet que possible de la situation du monde, et, en comparant la situation des différents pays, permettre de se rendre compte de l'importance et de la difficulté des problèmes auxquels ils ont respectivement à faire face. Il est essentiel si l'on veut que, dans l'avenir, l'action s'appuie sur une base réelle et solide, que cette étude comprenne un exposé précis des obligations extérieures de toutes les anciennes puissances belligérantes.
- (2) Par un échange de vues, aider chaque pays à adopter la politique la plus rationnelle pour résoudre les difficultés révélées par cette étude et veiller à ce que ces politiques nationales ne se heurtent pas.
- (3) Discuter et établir un projet ou des projets pour faire face à ces problèmes lorsque l'action nationale doit être complétée par un accord international.

Ce sont là les trois points principaux que la Conférence aura à examiner.

La méthode de travail que nous proposons est la suivante : en premier lieu, chaque délégation traiterait de la situation dans son pays. Les statistiques que nous possédons déjà, fournissent un canevas pour l'étude de chaque question, mais les délégations seront invitées à exposer par écrit, dans un mémorandum, les traits saillants de la situation économique. Ce mémorandum comprendra un exposé de la politique du pays en question, mais on a l'impression qu'il faudrait donner à chaque délégation la faculté d'insister dans un discours de 15 minutes sur les problèmes les plus graves qui se posent chez eux ou d'exposer quelques points caractéristiques de

inquiry has been made on behalf of the Secretariat into the various schemes current in the French and German press.

- The other documents call for no separate explanation.

III.—Appointment of Economic Experts.

It was clear at an early stage that the existing sources of information could not be available to a sufficient extent or at a sufficiently early date to enable a general appreciation of the position to be prepared for the Conference. Nor did it appear desirable that the Advisory Committee as such should put forward on its own behalf any commentary upon the various plans that were likely to come before the Conference. On the other hand, the Committee felt that the different Delegations might come to the Conference with the primary object of presenting their individual national point of view rather than the world point of view.

It was therefore thought desirable to invite two or three leading economists of international repute to consider the situation in the light of their general knowledge, together with such limited information as could be put at their disposal, and to invite them to give an expert diagnosis of the situation. For this purpose, invitations were issued to Professor Bruins of Holland; Professor Cassel, Sweden; Professor Gide, France; Professor Pantaleoni, Italy; and Professor Pigou, Great Britain. Efforts to secure the participation of an American economist were unsuccessful in view of the short time available. The reference to these gentlemen was left as wide as possible. They were asked primarily to summarise the situation. But it is impossible to give an expert analysis without indicating causes and their remedy. The importance of the suggestions made by these gentlemen, which are reproduced in document No. 13, rests entirely upon their personal authority.

IV.—Agenda of the Conference :

As regards the work of the Conference, its task falls into three parts :

- (1) To obtain as complete a picture as possible of the situation of the world and by comparison of the situation in the various countries to make it possible to form a judgment as to the importance and difficulty of the problems with which they respectively are faced. It is essential, if future action is to be placed upon a firm basis of fact, that this survey should include a definite understanding of the external obligations of all the late belligerent Powers.
- (2) By an interchange of opinion and experience to assist each country to arrive at the soundest possible policy for dealing with the difficulties revealed in the survey and to ensure that such national policies are not antagonistic.
- (3) To discuss and formulate a scheme or schemes to meet those difficulties where national action needs to be supplemented by international agreement.

These three general categories form the subject-matter of the Conference.

The method proposed by us for dealing with the work is that in the first place there should be a declaration on behalf of each Delegation dealing with its national situation. The statistics already supplied furnish a skeleton for each review, but the Delegations will be invited to elaborate in a written memorandum the salient features of the economic situation. This memorandum will include a statement of policy, but it is felt that an opportunity should be given to each Delegation to emphasise in a

la politique nationale. On prévoit aussi que le Conseil Suprême sera en mesure de vous communiquer un exposé destiné à la Conférence sur les questions des réparations et des dettes de guerres, questions qui intéressent les puissances alliées et associées.

En second lieu, la Conférence aura à examiner d'un point de vue plus général que national, la meilleure politique à suivre sur les questions comprises dans la section 2 de l'ordre du jour fourni dans l'annexe 4. Cette partie de la discussion se terminera par une série de résolutions rédigées par le Comité de Rédaction nommé à cet effet.

Enfin la Conférence s'occupera des projets d'action internationale. Le Comité consultatif est d'avis qu'après une discussion générale en vue de donner quelques indications sur le genre de projet qui rendrait la coopération possible, la question soit ensuite soumise à un ou à plusieurs comités qui, dans certains cas, pourraient subsister après la clôture de la session.

On trouvera ébauché plus bas un projet d'emploi du temps nécessaire pour mener à bien ce programme :

23 juillet (après-midi)	..	Allocution du Président et Partie I de l'ordre du jour.
24 juillet (matin) ..	..	Situation de la Belgique, de la France, de la Grèce, de l'Italie, du Luxembourg, du Portugal.
24 juillet (après-midi)	..	Situation de l'Australie, du Canada, de la Grande Bretagne, de l'Inde, du Japon.
26 juillet (matin) ..	..	Situation du Danemark, de la Hollande, de la Norvège, de l'Espagne, de la Suède, de la Suisse.
26 juillet (après-midi)	..	Situation de la Tchéco-Slovaquie, de l'Esthonie, de la Finlande, de la Lettonie, de la Lithuanie, de la Pologne, de la Serbie et de la Roumanie.
27 juillet (matin) ..	..	Situation de l'Autriche, de la Bulgarie, de l'Allemagne, et de la Hongrie.
27 juillet (après-midi)	..	Situation de l'Amérique (Etats-Unis), de la République Argentine, du Brésil, de la Chine, du Guatemala, et du Pérou.
28 juillet ..	..	Discussion générale sur les Finances Publiques.
29 juillet ..	..	Discussion générale sur la situation monétaire et les changes.
30 juillet ..	..	Discussion générale sur le Commerce international.
31 juillet ..	..	Discussion générale sur les projets d'action internationale.

Il est impossible de dire à quelle date les Comités nommés à la suite des discussions des 28, 29 et 31 juillet feront leur rapport à la Conférence, mais on compte les recevoir au plus tard le mercredi 4 août, et que la Conférence aura complètement terminé ses travaux le samedi 7 août, au plus tard.

V.—Procédure :

En ce qui concerne la procédure, les projets de règlements sont communiqués ci-joint. On remarquera que le paragraphe 12 stipule que chaque délégué doit avoir un vote séparé. Etant donné que ce principe n'était pas encore adopté au moment où les premières invitations furent envoyées, une note a été communiquée aux divers Gouvernements pour appeler leur attention sur ce règlement, afin de leur permettre, s'ils le désirent, de nommer trois délégués, au cas où ils en auraient nommé moins.

15 minutes' speech the most critical of its problems or deal with special features of its policy. It is anticipated also that the Supreme Council will be in a position to communicate a statement for the Conference on the questions of reparation, and the war debts of the Allied and Associated Powers to one another.

The second stage of the Conference will consist of a discussion from a general rather than a national point of view of the best policy to be pursued on the topics illustrated in the second section of the Agenda given in Appendix IV. This part of the discussion will conclude with a series of Resolutions drawn up by a Drafting Committee appointed for the purpose.

The final stage of the Conference will deal with proposed international action. The Advisory Committee is of opinion that after a general discussion with a view to giving some indication of the kind of schemes on which co-operation seems possible, the matter will then be remitted to one or more Committees which, in some cases, may continue after the Conference has risen.

The following is a rough idea of the time-table required for this programme :—

July 23 (afternoon)	..	President's address and Part I of Agenda.
July 24 (morning)	..	Situation of Belgium, France, Greece, Italy, Luxemburg and Portugal.
July 24 (afternoon)	..	Situation of Australia, Canada, Great Britain, India and Japan.
July 26 (morning)	..	Situation of Denmark, Holland, Norway, Spain, Sweden and Switzerland.
July 26 (afternoon)	..	Situation of Czecho-Slovakia, Esthonia, Finland, Latvia, Lithuania, Poland, Serbia and Roumania.
July 27 (morning)	..	Situation of Austria, Bulgaria, Germany and Hungary.
July 27 (afternoon)	..	Situation of America (U.S.A.), Argentine Republic, Bolivia, Brazil, China, Guatemala, Peru and Uruguay.
July 28	..	General debate on Public Finance.
July 29	..	General debate on Currency and Exchanges.
July 30	..	General debate on International Trade.
July 31	..	General debate on proposed schemes of International action.

It is impossible to say at what date the Committees appointed as a result of the debates on July 28th to July 31st will report to the Conference, but it is contemplated that it will be not later than Wednesday, August 4th, and that the full Conference will rise not later than Saturday, August 7th.

V.—*Procedure* :

As regards procedure, draft rules are circulated herewith. It will be noted that in paragraph 12, it is laid down that each delegate shall have a separate vote. Inasmuch as this was not appreciated when the original invitations were sent out, a notice has been issued to the various Governments calling their attention to this rule, in order that they may have an opportunity, if they so desire, of appointing the full number of delegates, in cases where less than three have been appointed.

ANNEXE I.

INVITATIONS AUX MEMBRES DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS.

SOCIÉTÉ DES NATIONS.

SUNDERLAND HOUSE,
CURZON STREET,
LONDRES, W. I.

Avril, 1920.

LE CONSEIL DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS

a l'honneur de porter à la connaissance du Gouvernement
la délibération suivante adoptée au cours de ses séances tenues
à Londres du 11 au 13 février 1920.

Article I.—La Société des Nations convoquera une Conférence Internationale en vue d'étudier la crise financière et de rechercher les moyens d'en conjurer et d'en atténuer les dangereuses conséquences.

Article II.—Une Commission composée des Membres du Conseil, nommés par le Président, est chargée de convoquer les Etats les plus intéressés à cette Conférence qui sera tenue dans le plus bref délai.

Cette Conférence aura lieu à Bruxelles aux environs de la fin du mois de mai prochain.

Le Conseil invite les pays suivants à envoyer des délégués à cette Conférence :—

Afrique du Sud,	Espagne,	Nouvelle-Zélande,
Argentine,	France	Pologne,
Australie,	Grèce,	Portugal,
Belgique,	Hollande,	Roumanie,
Bésil,	Inde,	Royaume-Uni,
Canada,	Italie,	Etat Serbe-Croate-Slovène,
Chili,	Japon,	Suède,
Danemark,	Norvège,	Suisse,
		Tchéco-Slovaquie.

Les autres Etats Membres de la Société seront invités à envoyer au Conseil le plus tôt possible les propositions qu'ils désireraient voir étudier par la Conférence.

D'autre part, le Conseil de la Société fait part de son initiative au Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique et le prie de se faire représenter à la Conférence ou de s'associer aux travaux de la Conférence.

Le Conseil pourra inviter des Etats non compris dans la liste ci-dessus à communiquer à la Conférence tous renseignements sur leur situation financière et économique et il décidera au besoin dans quelles conditions ces pays pourront être entendus.

En conséquence, le Conseil a l'honneur de prier le Gouvernement de vouloir bien envoyer à la Conférence des délégués dont le nombre maximum est fixé à trois. Il serait utile que ces délégués fussent choisis parmi les personnes les plus compétentes en matière de finance publique et de banque ainsi qu'en matière économique générale. Le Conseil demande que les noms de ces délégués soient notifiés au Secrétaire Général.

Le Conseil désignera le Président de la Conférence et fournira le personnel nécessaire pour le Secrétariat. La date exacte de la réunion sera notifiée par le Secrétaire Général.

Le Conseil propose que, pour faciliter la préparation de la Conférence, le Gouvernement communique le plus tôt possible au Secrétaire Général toutes les suggestions relatives à l'étude des difficultés financières actuelles, qu'il désire voir soumettre à la Conférence, ainsi qu'un rapport indiquant éventuellement les mesures prises pour porter remède à la situation.

Le Conseil propose que les dépenses nécessitées par l'organisation de la Conférence financière soient à la charge de la Société des Nations et les frais et indemnités des délégations à la charge des Gouvernements respectifs.

APPENDIX I.

INVITATION TO MEMBERS OF THE LEAGUE.

LEAGUE OF NATIONS.

SUNDERLAND HOUSE,
CURZON STREET,
LONDON, W. 1,
April, 1920.

THE COUNCIL OF THE LEAGUE OF NATIONS

begs to inform the Government of
the following resolution adopted during the meetings of the Council held in London, February
11th-13th, 1920.

Article I.—The League of Nations shall convene an International Conference with a view to studying the financial crisis and to look for the means of remedying it and of mitigating the dangerous consequences arising from it.

Article II.—A Commission composed of Members of the Council, nominated by the President, is instructed to summon the States chiefly concerned to this Conference, and to convene it at the earliest possible date.

The Conference will be held at Brussels about the end of May, 1920.

The Council invites the following countries to send delegates to this Conference :—

Argentine Republic,	France,	Poland,
Australia,	Greece,	Portugal,
Belgium,	Holland,	Roumania,
Brazil,	India,	Serb-Croat-Slovene State,
Canada,	Italy,	South Africa,
Chile,	Japan,	Spain,
Czecho-Slovakia,	New Zealand,	Sweden,
Denmark,	Norway,	Switzerland,
		United Kingdom.

Other States, Members of the League, will be invited to send to the Council, as soon as possible, any proposals which they would like to have considered by the Conference.

The Council of the League is informing the United States Government of the proposed Conference, and is inviting them to send representatives to the Conference or to be associated with the work of the Conference.

The Council may invite States not included in the above list to communicate to the Conference full information regarding their financial and economic situation, and, if necessary, it will decide under what conditions these States may be heard.

The Council therefore has the honour to invite the Government to send to the Conference not more than three delegates, conversant with public finance and banking as well as with general economic questions. The Council requests that the names of these delegates may be notified to the Secretary-General of the League of Nations.

The Council will nominate the President of the Conference and will supply the necessary personnel for the Secretariat. The exact date of the meeting will be announced by the Secretary-General.

The Council suggests that, in order to facilitate the preparations for the Conference, the Government should forward to the Secretary-General as soon as possible any suggestions for dealing with the present financial difficulties which it may desire to submit to the Conference, together with a statement indicating any steps it may have taken for dealing with the situation.

It is suggested that the general expenses in connection with the organisation of the financial Conference should be met by the League of Nations and the expenses and salaries of the delegations by their respective Governments.

ANNEXE II.

SOCIÉTÉ DES NATIONS.

SUNDERLAND HOUSE,
CURZON STREET,
LONDRES, W. 1.

CONFÉRENCE FINANCIÈRE INTERNATIONALE.

QUESTIONNAIRE.

1. Situation budgétaire de l'année financière 1919 (ou 1919/20) et prévisions budgétaires pour l'année 1920 (ou 1920/21), et, le cas échéant, court résumé des derniers exposés publics du Ministère des Finances.

2. Montant de la Dette Nationale au 31 décembre 1913, et au 31 décembre 1919 (ou dates les plus rapprochées) sous les rubriques suivantes :

- (a) Dette intérieure consolidée.
- (b) Dette intérieure non consolidée.
- (c) Dette extérieure.

3. Montant des prêts consentis aux Gouvernements étrangers et aux Colonies.

4. Relevé du commerce extérieur pour chaque mois de l'année 1919 ; et pour l'année entière, indiquant les valeurs pour les pays d'origine et les pays destinataires les plus importants, ainsi que la valeur et le poids des principaux articles d'importation et d'exportation.

5. Statistiques donnant au 31 décembre 1913, et à la date la plus récente possible :

- (a) Encaisse or et argent du pays entre les mains du Gouvernement et de la Banque Centrale.
- (b) Circulation des Billets émis à l'intérieur du pays et des billets de banque. (S'il existe une circulation considérable de billets étrangers, prière d'en faire mention dans une note au bas de la page.)
- (c) Dépôts en Banque, en indiquant séparément ceux de la Banque Centrale.

6. Texte des lois et décrets en vigueur réglementant les opérations de change.

NOTE.—Des tableaux sont annexés pour votre gouverne.

I.—RELEVÉ BUDGÉTAIRE.

(a) Budget pour l'année financière 1919 (ou 1919/20).

Recettes.				Dépenses.			
Impôts directs*	...	...		Dépenses ordinaires	...	...
Impôts indirects	...	...		Dépenses extraordinaires	...	...
Autres sources de revenu	...	...		Service de la dette	...	...
Prêts	...	...			
Total	...	...		Total	...	...

(b) Prévisions budgétaires pour l'année financière 1920 (ou 1920/21).

Recettes.				Dépenses.			
Impôts directs	...	...		Dépenses ordinaires	...	...
Impôts indirects	...	...		Dépenses extraordinaires	...	...
Autres sources de revenu	...	...		Service de la dette	...	...
Prêts	...	...			
Total	...	...		Total	...	...

* Lorsque des taxes spéciales extraordinaires (prélèvements sur le capital ou taxes sur les bénéfices de guerre) auront été imposées, le montant devra en être indiqué séparément.

APPENDIX II.

LEAGUE OF NATIONS.

SUNDERLAND HOUSE,
CURZON STREET,
LONDON, W. 1.

INTERNATIONAL FINANCIAL CONFERENCE.

QUESTIONNAIRE.

1. Budget statement for the Financial Year 1919 (or 1919/20) and estimates for 1920 (or 1920/21), and, if thought advisable, a brief summary of the most recent public statements of the Minister of Finance.

2. Figures showing the National Debt on 31st December, 1913, and 31st December, 1919 (or nearest available dates), under the following categories:—

- (a) Domestic Funded Debt.
- (b) Domestic Unfunded Debt.
- (c) Foreign Debt.

3. Figures showing loans to Foreign or Colonial Governments.

4. Statement of Foreign Trade for each month of the year 1919; and for the whole year, showing the values for the most important countries of origin and consignment, and the value and weight of the principal articles of import and export.

5. Statistical Tables showing, for 31st December, 1913 and for the most recent available date:—

- (a) The gold and silver holding of the country in the hands of the Government and Central Bank.
- (b) Circulation of home currency issues and bank notes. (If there is a large circulation of foreign notes, this should be referred to in a footnote.)
- (c) Bank deposits, those of the Central Bank being given separately.

6. Text of laws and decrees in force regulating operations in foreign exchange.

NOTE.—Schedules are attached for guidance.

I.—BUDGET STATEMENTS.

(a) Budget for Financial Year 1919 (or 1919/20).

Revenue.			Expenditure.		
Direct taxes*	...	...	Recurring expenditure	...	...
Indirect taxes	...	...	Non-recurring ditto	...	...
Other revenue	...	...	Debt service	...	...
Loans	...	...	
Total	...	...	Total	...	...

(b) Budget Estimate for Financial Year 1920 (or 1920/21).

Revenue.			Expenditure.		
Direct taxes	...	...	Recurring expenditure	...	...
Indirect taxes	...	...	Non-recurring ditto	...	...
Other revenue	...	...	Debt service	...	...
Loans	...	...	
Total	...	...	Total	...	...

* Where special non-recurring taxes (such as levies on capital or taxes on war profits) have been imposed, the proceeds should be separately indicated.

II.—DETTE NATIONALE.

	31 décembre 1913.	31 décembre 1919.	Observations
Dettes intérieure consolidée ...			
Dettes intérieure non consolidée			
Dettes extérieure... ..			
Dettes totale			

III.—PRÊTS.

	31 décembre 1913.	31 décembre 1919.	Observations.
(a) Prêts à des Gouvernements étrangers			
(b) Prêts aux Colonies			
Prêts totaux			

IV.—COMMERCE EXTÉRIEUR. (Commerce spécial, c'est-à-dire importations pour la consommation intérieure et exportations de produits du pays.)

(a) Par mois et pour toute l'année 1919.

1919.	VALEUR* .		Excédents des importations sur les exportations + Excédents des exportations sur les importations —
	Importation.	Exportation.	
Janvier			
Février			
Mars			
Avril			
Mai			
Juin			
Juillet			
Août			
Septembre			
Octobre			
Novembre			
Décembre			
Total			

(b) Total pour l'année 1919.

Principaux pays d'origine.	Valeur des Importations.	Principaux pays destinataires.	Valeur des Exportations.

* Prière d'indiquer les bases des valeurs en douane et de faire connaître les modifications dont elles auraient été l'objet au cours de l'année 1919.

NATIONAL DEBT.

	31st December, 1913.	31st December, 1919.	Remarks.
Domestic funded debt ...			
Domestic unfunded debt ...			
Foreign debt ...			
Total debt ...			

III.—LOANS.

	31st December, 1913.	31st December, 1919.	Remarks.
(a) Loans to Foreign Governments ...			
(b) Loans to Colonial Governments ...			
Total Loans ...			

IV.—FOREIGN TRADE. (*Special Trade, i.e., imports retained for home consumption and exports of domestic produce.*)

(a) Monthly and for the Year 1919.

1919.	VALUE.*		Excess of Imports over Exports + Excess of Exports over Imports —
	Imports.	Exports.	
January ...			
February ...			
March ...			
April ...			
May ...			
June ...			
July ...			
August ...			
September ...			
October ...			
November ...			
December ...			
Total ...			

(b) Total for Year 1919.

Chief Countries of Origin.	Value of Imports.	Chief Countries of Consignment.	Value of Exports.

* It is requested that the basis of valuation should be stated, mention being made of any alteration in the basis which may have been made in 1919.

IV.—COMMERCE EXTÉRIEUR—*suite*.(c) *Total pour l'année 1919.*

Principaux articles d'importation.	Valeur.	Poids en tonnes métriques.	Principaux articles d'exportation.	Valeur.	Poids en tonnes métriques.

V.—STATISTIQUES MONÉTAIRES.

	31 décembre 1913.	31 décembre 1919. ou ultérieurement.
<i>Réserves d'or et d'argent.</i>		
<i>(a) Encaisse or entre les mains :—</i>		
(1) Du Gouvernement		
(2) De la Banque Centrale		
Total... ..		
<i>(b) Encaisse argent entre les mains :—</i>		
(1) Du Gouvernement		
(2) De la Banque Centrale		
Total... ..		
Total or et argent		
<i>Billets en circulation.</i>		
(1) Billets de l'Etat		
(2) Billets de la Banque de		
(3) Billets de la Banque de		
(4) Billets de la Banque de		
Circulation globale des billets		
<i>Depôts en banque.</i>		
(1) A la Banque Centrale		
(2) Dans les autres Banques		
Total... ..		

IV—FOREIGN TRADE—*contd.*

(c) Total for 1919.

Principal Articles of Import.	Value.	Weight in Metric Tons.	Principal Articles of Export.	Value.	Weight in Metric Tons.

V.—CURRENCY STATISTICS.

	31st December, 1913.	31st December, 1919, or later.
<i>Gold and Silver Reserves.</i>		
(a) Amount of gold in the hands of :—		
(1) The Government		
(2) The Central Bank		
Total		
(b) Amount of silver in the hands of :—		
(1) The Government		
(2) The Central Bank		
Total... ..		
Total Gold and Silver		
<i>Notes in Circulation.</i>		
(1) State Notes		
(2) Notes of the Bank of		
(3) Notes of the Bank of		
(4) Notes of the Bank of		
Total Note Circulation		
<i>Bank Deposits.</i>		
(1) At Central Bank		
(2) Other Banks		
Total... ..		

QUESTIONNAIRE COMPLEMENTAIRE.

Par suite de l'ajournement de la Conférence de Bruxelles, on espère qu'il sera possible de présenter un tableau comparatif plus exact des relevés budgétaires des divers pays représentés que celui qu'il eût été possible d'établir d'après des renseignements communiqués à la hâte.

Le Secrétaire Général se permet donc de demander que le questionnaire communiqué précédemment soit complété comme suit :

<i>Recettes.</i>	<i>Dépenses.</i>
(a) Impôts directs (y compris l'impôt foncier, l'impôt sur les immeubles l'impôt sur le revenu, (Impôt personnel) les Droits de succession, etc.)	(a) Frais d'encaissement des recettes
(b) Impôts indirects (y compris les douanes, les Régies, les octrois, etc.)	(b) Administration civile
(c) Taxes sur les transactions (y compris les droits d'enregistrement et de timbre pour les transactions)	(c) Instruction publique
(d) Revenus des Domaines (y compris ceux des terres, forêts ; les redevances des mines, etc.)	(d) Armements
(e) Travaux Publics et entreprises commerciales du Gouvernement (y compris les chemins de fer, la navigation à vapeur, etc.) Recettes brutes... ..	(e) Exploitation des Services Publics, (Chemins de fer, navigation à vapeur, etc.)
(f) Postes, Télégraphes et Téléphones. Recettes brutes	(f) Postes, Télégraphes et Téléphones
(g) Ventes de biens de l'Etat, stocks de matériel de guerre	(g) Pensions de guerre et autres pensions
(h) Autres sources de recettes	(h) Dépenses nécessitées par la reconstruction
	(i) Subventions pour l'alimentation, l'habillement, le logement, les transports, etc.
	(j) Service de la dette—
	(i) Intérêt
	(ii) Amortissement
	(k) Autres dépenses diverses
Total	Total

Les chiffres relatifs aux recettes et aux dépenses ordinaires et extraordinaires devront figurer séparément sous chaque chapitre, et un tableau identique devra figurer pour la dernière année d'avant-guerre pour laquelle il existe une comptabilité à jour.

De plus, pour faciliter au Secrétariat l'étude des principes d'après lesquels le relevé budgétaire de chaque Etat a été établi, il serait très utile qu'il lui soit immédiatement remis un exemplaire de l'exposé de la situation financière de la dernière année dont la comptabilité est à jour.

Le Secrétaire Général serait également très reconnaissant au Gouvernement de bien vouloir lui fournir les renseignements sur les questions suivantes :

- (1) Les chiffres indiqués au budget pour l'exercice financier 1919 figurant dans la réponse au questionnaire, représentent-ils des recettes et des dépenses effectives, ou des évaluations ?
- (2) Le montant de la dette extérieure figurant au questionnaire comprend-il seulement les prêts accordés par les gouvernements étrangers ou tous les emprunts ouverts sur les marchés étrangers à la souscription publique.
Dans ce dernier cas, est-il possible d'estimer le montant des obligations rachetées au 1er décembre 1913 et au 1er décembre 1919 respectivement ?
- (3) Est-il possible de fournir une analyse de la Dette Extérieure indiquant le montant dû à chaque pays créateur et en quelle monnaie cette dette est due ?
- (4) Est-il possible de fournir une liste similaire des pays auxquels des prêts ont été accordés par les Gouvernements ?
- (5) Est-il possible de fournir un relevé indiquant la quote-part de la dette, 1^o intérieure. 2^o extérieure venant à échéance (a) avant fin 1921, (b) dans la période 1922/1925 inclus, (c) après 1925 ?

Enfin, il serait très utile qu'on fournisse au Secrétariat un exemplaire de l'exposé fait au Parlement par le Ministre des Finances lors de la discussion du dernier budget, ainsi qu'un compte-rendu des débats à ce sujet.

Le Secrétaire-Général serait heureux de recevoir les réponses au questionnaire original, ainsi que ces renseignements complémentaires, aussitôt que possible.

SUPPLEMENTARY QUESTIONNAIRE.

In view of the postponement of the Brussels Conference it is hoped that it will prove possible to present a more precise comparison of the Budget situations of the various countries represented than would have been possible from information supplied at short notice.

The Secretary-General therefore ventures to request that the Questionnaire already circulated may be amplified by the following :—

<i>Revenue.</i>	<i>Expenditure.</i>
(a) Direct taxation (including land tax, house tax, income tax (personality) succession duties, &c.)	(a) Cost of collection of revenue
(b) Indirect taxation (including customs, excise, octroi, &c.) ...	(b) Civil administration ...
(c) Taxes on transactions (including registration and stamps on transactions)	(c) Education
(d) Public Domain (including income derived from lands, forests, mineral rights, &c.) ...	(d) Defence
(e) Public works and Government trading undertakings (including railways, steamships, &c., &c.)	(e) Operation of public services (railways, steamships, &c.)
Gross revenue	(f) Postal, Telegraph and Telephone Services)
(f) Postal, Telegraph and Telephone Services Gross revenue ...	(g) War and other pensions ...
(g) Sale of Government property, war stocks, &c.	(h) Expenditure for reconstruction
(h) Other sources of revenue ...	(i) Subsidies on food, clothing
	(j) Service of the debt—
	(i) Interest
	(ii) Amortisation
	(k) All other expenditure ...
Total	Total

Figures of ordinary and extraordinary revenue and expenditure should be separately shown under each head and a similar table given for the last year before the war for which completed accounts are available.

Moreover, in order to assist the Secretariat to study the principles on which the Budget statement of each State has been drawn, it would be of great assistance if you could forward immediately a copy of the Financial Statement for the last year for which the accounts are completed.

The Secretary-General would also be greatly obliged if the Government would furnish the information indicated by the following questions :—

- (1) Are the budget figures for the financial year 1919, as given in the answers to the Questionnaire, actual income and expenditure or estimates?
- (2) Do the figures for foreign debt given in the Questionnaire include only loans granted by foreign Governments or all loans floated in foreign markets for public subscription?
In the event of the latter alternative, is it possible to make an estimate of the amount of bonds repurchased by December, 1913, and by December, 1919, respectively?
- (3) Can an analysis be given of the foreign debt indicating the amount due to each creditor country and the currencies in which the debt is due?
- (4) Can a similar statement be made of the countries to which Government loans have been extended?
- (5) Can a statement be made showing what portions of the (1) internal and (2) the foreign debts mature (a) before the end of 1921, (b) during the period in 1922-1925 inclusive, (c) after 1925?

Finally, it would be of great assistance if the Secretariat could be furnished with a copy of the Finance Minister's statement and report of debate on the last Budget presented to Parliament.

The Secretary-General would be glad if the answers to the original Questionnaire together with this supplementary information could be forwarded at a very early date.

ANNEXE III.

RAPPORTS PRÉPARÉS POUR LA CONFÉRENCE FINANCIÈRE INTERNATIONALE.

- I. Mémoire sur la situation financière internationale.
- (a) Mémoire soumis à divers gouvernements.
 - (b) Réponse du Chancelier de l'Échiquier britannique.
 - (c) Réponse de l'ancien ministre des finances des États-Unis.
 - (d) Extrait du rapport annuel du Ministre des Finances des États-Unis.
- II. Déclaration Economique du Conseil Suprême.
- III. Statistiques monétaires.
- Introduction.
- (a) Cours des changes.
 - (b) Taux d'escompte.
 - (c) Réserves d'or et d'argent et circulation du papier.
 - (d) Dépôts en banque.
 - (e) Prix de gros et changes (article précédé d'une note explicative).
- IV. Finances publiques.
- Introduction.
- (a) et (b) Budgets, 1919-1921 : tableaux.
 - (c) Dettes et emprunts nationaux.
 - (d) Exposés financiers.
 - (e) Résumés des budgets, 1919-1921.
- V. Commerce International.
- Introduction.
- (a) Commerce spécial (valeur) depuis 1913.
 - (b) Commerce (valeur) fait en 1919 par les pays d'origine et de transit.
 - (c) Commerce (valeur et poids) 1919. Principaux articles d'importation et d'exportation.
- VI. Rapport du Comité Consultatif du Ravitaillement auprès du Conseil Suprême Economique.
- VII. Statistiques officielles des prix de détail. Mémoire du professeur Bowley.
- VIII. Charbon (Statistiques).
- Introduction.
- Tableaux de production et de consommation.
- IX. Situation des moyens de transport en Europe. Rapport composé par la section des communications du Conseil Suprême Economique.
- X. Crédits de relèvement économique et développement de l'exportation. Résumé des mesures prises par les gouvernements.
- (a) Rapport du Comité des crédits de relèvement économique.
 - (b) Mesures américaines pour encourager l'exportation.
 - (c) Projet anglais de crédits à l'exportation.
 - (d) Banque Nationale Française pour favoriser le commerce extérieur.
- XI. Contrôle du Change.
- (a) Introduction : Résumé des décrets.
 - (b) Textes des décrets.
- XII. Solutions proposées. Résumé des projets pour remédier aux difficultés financières actuelles.
- XIII. Problèmes monétaires. Rapports préparé par les experts en matière économique.
- XIV. Prix de l'Argent. Rapport de Mr. G. Findlay Shirras.
- En plus de ce qui précède, les délégués auront à leur disposition des exemplaires des documents suivants.
- (a) Livre sur " les circulations après la guerre," préparé par le Secrétariat de la Société (en français et en anglais).
 - (b) Bulletin mensuel du Conseil Suprême Economique (en français et en anglais).
 - (c) " Exposés de l'expansion de la circulation monétaire, des fluctuations des prix et de la production en certains pays," publié (en anglais seulement) par le " Board of Trade " Britannique.
 - (d) Mémoire émanant du " Comité pour combattre la Famine."

APPENDIX III.

LIST OF DOCUMENTS PREPARED FOR THE INTERNATIONAL FINANCIAL CONFERENCE.

- I. Memorial on the International Financial Situation.
- (a) Memorial to various Governments.
 - (b) Reply by the British Chancellor of the Exchequer.
 - (c) Reply by the late Secretary to the American Treasury.
 - (d) Extract from the Annual Report of the Secretary to the American Treasury.
- II. Economic Declaration of the Supreme Council.
- III. Currency Statistics.
- Introduction.
 - (a) Rates of Exchange.
 - (b) Rates of Discount.
 - (c) Gold and Silver Reserves and Note Circulation.
 - (d) Bank Deposits.
 - (e) Wholesale Prices and Exchanges, preceded by explanatory note.
- IV. Public Finance.
- Introduction.
 - (a) and (b) Budgets, 1919-1921: Tabular Statement.
 - (c) National Debts and Loans.
 - (d) Financial Statements.
 - (e) Budget Summaries, 1919-1921.
- V. International Trade.
- Introduction.
 - (a) Special Trade (values) from 1913.
 - (b) Trade (value) 1919, by countries of origin and consignment.
 - (c) Trade (value and weight) 1919. Principal articles of import and export.
 - (d) Appendix: Diagrams.
- VI. Report of the Consultative Food Committee to the Supreme Economic Council.
- VII. Official Statistics of Retail Prices. Memorandum by Professor Bowley.
- VIII. Coal Statistics.
- Introduction.
 - Tables of Production and Consumption.
- IX. The European *Transport* Situation. A report compiled by the Communication Section, Supreme Economic Council.
- X. Relief Credits and the Promotion of Export. A summary of Government measures.
- Introduction.
 - (a) Memorandum by the Relief Credits Committee.
 - (b) American Measures to promote Export.
 - (c) British Export Credits Scheme.
 - (d) French National Bank for Foreign Trade.
- XI. Exchange Control.
- (a) Introduction and Summary of Decrees.
 - (b) Texts of Decrees.
- XII. Solutions proposed. A summary of schemes for remedying present financial difficulties.
- XIII. Monetary Problems. Memoranda prepared by Economic Experts.
- XIV. Price of Silver. Memorandum by Mr. G. Findlay Shirras.

In addition to the foregoing, copies of the following published documents will be available for delegates:

- (a) Book on "Currencies after the War," prepared by League Secretariat (in French and English).
- (b) Monthly Bulletin of Supreme Economic Council (French and English).
- (c) "Statements of Currency Expansion, price movements and production in certain countries," issued (in English only) by British Board of Trade.
- (d) Memorial from "Fight the Famine Council."

ANNEXE IV.

CONFÉRENCE FINANCIÈRE INTERNATIONALE.

PROJET D'ORDRE DU JOUR.

PARTIE I.—*Séance d'inauguration.*

1. Discours du Président.
2. Présentation du rapport du Comité consultatif.
3. Désignation d'un Comité d'organisation.
4. Adoption du règlement de la Conférence.
5. Désignation* des membres du Comité chargés de renseigner le Conseil de la Société des Nations sur les principes à adopter pour la répartition des dépenses de la Société entre ses membres.

PARTIE II.—*Examen de la situation financière et économique.*

6. Exposé du Président en ce qui concerne :
 - (a) Les réparations.
 - (b) Les dettes de guerre interalliées.
7. Remise, au nom de chaque pays, d'exposés écrits établissant sa situation financière, et comprenant la situation de son budget, de sa dette intérieure et extérieure, l'état de sa circulation fiduciaire, de son change, de son commerce extérieur, du régime des restrictions à l'importation et à l'exportation, de la réglementation des changes, etc., ainsi que la politique actuellement suivie par chaque Gouvernement dans ces questions (les déclarations devront être présentées par chaque délégation dans un exposé oral d'une durée de 15 minutes au maximum non compris la traduction).

PARTIE III.—*Politique financière.*

(Après une discussion générale, chaque question sera renvoyée à un Comité de Rédaction, chargé de présenter des projets de résolutions dans le sens des opinions exprimées).

8. *Finances publiques.*—Nécessité d'équilibrer les budgets. Réduction des dépenses. Limitation des dépenses militaires. Prévisions spéciales pour les dépenses de reconstruction. Subsidés en denrées alimentaires et en matière de transports. Remboursement de la dette flottante. Augmentation des Impôts. Question d'un prélèvement sur le capital ou d'un Emprunt forcé, etc.
9. *Monnaie et change.*—Nécessité d'arrêter toute nouvelle inflation. Danger des fluctuations nouvelles qui pourraient se produire dans le pouvoir d'achat de la monnaie à l'intérieur de chaque pays. Le retour aux parités d'avant-guerre est-il possible ou désirable? Question d'une nouvelle proportion à établir pour la monnaie d'or par rapport à la circulation. Politique à suivre en ce qui concerne l'or. Stabilisation de la valeur de l'or. Question des balances bancaires dans leur rapport avec le papier monnaie détenu à l'étranger. Possibilité de consolidation. Suppression des éléments d'instabilité dans le cours des changes. Politique à suivre pour le taux d'escompte des banques. Quel est le taux d'intérêt normal? Réglementation du trafic des changes. Les méthodes appliquées actuellement sont-elles désirables et effectives? Question d'une monnaie fiduciaire internationale Commission consultative et d'enquête pour les mesures relatives à la monnaie fiduciaire.
10. *Commerce international.*—Changements déterminés par la guerre dans les directions générales et le caractère du commerce international. Suppression des restrictions dans le commerce. Jusqu'à quel point les restrictions d'importation et d'exportation sont-elles actuellement désirables et possibles? Discrimination dans les prix, primes d'exportation, etc. Monopoles d'exportation et d'importation. Liberté des transports et liberté de circulation du matériel roulant.
11. *Renseignements économiques et financiers.*—Défaut de statistiques permettant des comparaisons. Besoin de services perfectionnés chargés de rassembler et répandre les renseignements. Standardisation des statistiques.

PARTIE IV.—*Actions internationales proposées.*

(On prévoit qu'après la discussion générale des projets classés dans les catégories énumérées ci-dessus les questions seront renvoyées à autant de comités en vue d'une étude plus détaillée.)

12. Moyens temporaires pour faciliter le commerce international, le trafic en nature, les crédits, etc.
13. Plans pour la mobilisation des garanties commerciales ou gouvernementales, et appui gouvernemental pour des crédits commerciaux.
14. Emprunts internationaux.

PARTIE V.

15. Discussion des projets de résolutions établis par les Comités de Rédaction.

* En conformité avec une résolution prise par le Conseil de la Société des Nations à la session de Rome (19 mai 1920).

APPENDIX IV.

INTERNATIONAL FINANCIAL CONFERENCE.

DRAFT AGENDA.

PART I.—*Opening meetings.*

1. Opening address by the President.
2. Presentation of Advisory Committee's Report.
3. Appointment of Organising Committee.
4. Adoption of Rules of Procedure.
5. Appointment* of Committee to advise the Council of the League of Nations on the principles to be adopted by it in assessing the share of the expenses of the League to be paid by each of its members.

PART II.—*Review of Financial and Economic Situation.*

6. Statement from the Chair with regard to :
 - (a) Reparation.
 - (b) Inter-allied War Debts.
7. Written statements to be presented on behalf of each country setting out its general financial situation, including its budget situation, internal and external debt, currency, exchange, foreign trade, import and export restrictions, exchange control, etc., and the present policy of each Government on these questions (the statements to be introduced by each Delegation in a speech not exceeding 15 minutes exclusive of interpretation).

PART III.—*Financial Policy.*

(After general discussion, each subject to be referred to a Drafting Committee to submit resolutions in accordance with the views expressed.)

8. *Public Finance.*—Necessity of balancing budgets—Restriction of expenditure—Limitation of military expenditure—Special provisions for expenditure on reconstruction—Subsidies on food, transport—Refund of floating debt—Increase of taxation—Question of Capital Levy or compulsory loan, etc.
9. *Currency and Exchanges.*—Avoidance of further inflation—Peril of further fluctuations of internal purchasing power—Is return to pre-war parities possible or desirable? Question of new gold ratio—Policy to be pursued in regard to gold—Stabilisation of value of gold—Foreign holdings of paper currency and bank balances—Possibility of funding—Removal of disturbing effects upon exchanges—Policy as to bank rate of discount—What is proper rate of interest?—Question of control of exchanges—Are methods now in force desirable or effective?—Question of international currency—Commission for consultation and general investigation of currency policy.
10. *International Trade.*—Changes caused by the war in the general direction and character of international trade—Removal of restrictions on trade—To what extent are export and import restrictions desirable or permissible at the present time—Discrimination in prices, export premiums, etc., import and export monopolies—Freedom of transport and free movement of rolling stock.
11. *Economic and Financial Information.*—Lack of comparable statistics—Need of improved service of collection and dissemination—Standardisation of statistics.

PART IV.—*Proposed International Actions.*

(It is presumed that a general discussion on each of the classes of schemes enumerated below will be followed by reference to Committees for further detailed consideration.)

12. Temporary devices for facilitating international trade, barter, revolving credits, etc.
13. Schemes for mobilisation of commercial or Governmental securities and Government backing for commercial credits.
14. International loans.

PART V.

15. Discussion on recommendations from Drafting Committees.

* In accordance with a resolution passed by the Council of the League of Nations at its session held in Rome, May 19th, 1920.